



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

**Economic Action Plan 2015 Act,
No. 1**

**Loi n° 1 sur le plan d'action
économique de 2015**

S.C. 2015, c. 36

L.C. 2015, ch. 36

Current to April 12, 2017

À jour au 12 avril 2017

Last amended on April 1, 2017

Dernière modification le 1 avril 2017

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

NOTE

This consolidation is current to April 12, 2017. The last amendments came into force on April 1, 2017. Any amendments that were not in force as of April 12, 2017 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité — lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

NOTE

Cette codification est à jour au 12 avril 2017. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 1 avril 2017. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 12 avril 2017 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on April 21, 2015 and other measures

Short Title

1 Short title

PART 1

Amendments to The Income Tax Act and to Related Legislation

Income Tax Act

Income Tax Regulations

Canada Pension Plan Regulations

Insurable Earnings and Collection of Premiums Regulations

PART 2

Support for Families

DIVISION 1

Income Tax Act

DIVISION 2

Universal Child Care Benefit Act

Amendments to the Act

Related Amendments to the Children's Special Allowances Act

Coming into Force

40 July 1, 2015

PART 3

Various Measures

DIVISION 1

Federal Balanced Budget Act

Enactment of Act

41 Enactment

TABLE ANALYTIQUE

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures

Titre abrégé

1 Titre abrégé

PARTIE 1

Modification de la loi de l'impôt sur le revenu et de textes connexes

Loi de l'impôt sur le revenu

Règlement de l'impôt sur le revenu

Règlement sur le Régime de pensions du Canada

Règlement sur la rémunération assurable et la perception des cotisations

PARTIE 2

Soutien aux familles

SECTION 1

Loi de l'impôt sur le revenu

SECTION 2

Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants

Modification de la loi

Modifications connexes à la Loi sur les allocations spéciales pour enfants

Entrée en vigueur

40 1er juillet 2015

PARTIE 3

Diverses Mesures

SECTION 1

Loi fédérale sur l'équilibre budgétaire

Édition de la loi

41 Édition

DIVISION 2		SECTION 2
Prevention of Terrorist Travel Act		Loi sur la prévention des voyages de terroristes
Enactment of Act		Édiction de la loi
42	Enactment	42 Édiction
Related Amendment to the Canada Evidence Act		Modification connexe à la Loi sur la preuve au Canada
DIVISION 3		SECTION 3
Intellectual Property		Propriété intellectuelle
Industrial Design Act		Loi sur les dessins industriels
Patent Act		Loi sur les brevets
Trade-marks Act		Loi sur les marques de commerce
Coordinating Amendments		Dispositions de coordination
Coming into Force		Entrée en vigueur
72	Order in council — Industrial Design Act	72 Décret — Loi sur les dessins industriels
DIVISION 4		SECTION 4
Compassionate Care Leave and Benefits		Congé et prestations de soignant
Canada Labour Code		Code canadien du travail
Employment Insurance Act		Loi sur l'assurance-emploi
Transitional Provisions		Dispositions transitoires
Coming into Force		Entrée en vigueur
80	January 3, 2016	80 3 janvier 2016
DIVISION 5		SECTION 5
Copyright Act		Loi sur le droit d'auteur
DIVISION 6		SECTION 6
Export Development Act		Loi sur le développement des exportations
Amendments to the Act		Modification de la loi
Coming into Force		Entrée en vigueur
*86	Order in council	*86 Décret
DIVISION 7		SECTION 7
Canada Labour Code		Code canadien du travail
Amendments to the Act		Modification de la loi
Coming into Force		Entrée en vigueur
*93	Order in council	*93 Décret
DIVISION 8		SECTION 8
Members of Parliament Retiring Allowances Act		Loi sur les allocations de retraite des parlementaires

DIVISION 9

National Energy Board Act

DIVISION 10

Parliament of Canada Act

Amendments to the Act

Transitional Provisions

Consequential Amendments

Canada Post Corporation Act

Federal Courts Act

Financial Administration Act

Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act

Government Employees Compensation Act

Public Service Superannuation Act

Radiocommunication Act

Parliamentary Employment and Staff Relations Act

Non-smokers' Health Act

Official Languages Act

Public Sector Compensation Act

Public Service Employment Act

Expenditure Restraint Act

DIVISION 11

Employment Insurance Act

Amendments to the Act

Transitional Provision

Consequential Amendments

Modernization of Benefits and Obligations Act

Budget Implementation Act, 2000

DIVISION 12

Canada Small Business Financing Act

DIVISION 13

Personal Information Protection and
Electronic Documents Act

DIVISION 14

Proceeds of Crime (Money Laundering) and
Terrorist Financing Act

SECTION 9

Loi sur l'Office national de l'énergie

SECTION 10

Loi sur le Parlement du Canada

Modification de la loi

Dispositions transitoires

Modifications corrélatives

Loi sur la Société canadienne des postes

Loi sur les Cours fédérales

Loi sur la gestion des finances publiques

Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions

Loi sur l'indemnisation des agents de l'État

Loi sur la pension de la fonction publique

Loi sur la radiocommunication

Loi sur les relations de travail au Parlement

Loi sur la santé des non-fumeurs

Loi sur les langues officielles

Loi sur la rémunération du secteur public

Loi sur l'emploi dans la fonction publique

Loi sur le contrôle des dépenses

SECTION 11

Loi sur l'assurance-emploi

Modification de la loi

Disposition transitoire

Modifications corrélatives

Loi sur la modernisation de certains régimes
d'avantages et d'obligations

Loi d'exécution du budget de 2000

SECTION 12

Loi sur le financement des petites
entreprises du Canada

SECTION 13

Loi sur la protection des renseignements
personnels et les documents électroniques

SECTION 14

Loi sur le recyclage des produits de la
criminalité et le financement des activités
terroristes

DIVISION 15		SECTION 15
	Immigration and Refugee Protection Act	Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
176	Order in council	Décret
DIVISION 16		SECTION 16
	First Nations Fiscal Management Act	Loi sur la gestion financière des premières nations
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*205	Order in council	Décret
DIVISION 17		SECTION 17
	Canadian Forces Members and Veterans Re-establishment and Compensation Act	Loi sur les mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Consequential Amendments to the Veterans Review and Appeal Board Act	Modifications corrélatives à la Loi sur le Tribunal des anciens combattants (révision et appel)
	Coordinating Amendment	Disposition de coordination
	Coming into Force	Entrée en vigueur
229	July 1, 2015	1er juillet 2015
DIVISION 18		SECTION 18
	Ending the Long-gun Registry Act	Loi sur l'abolition du registre des armes d'épaule
DIVISION 19		SECTION 19
	Privilege for Supervisory Information	Protection de renseignements relatifs à la supervision
	Trust and Loan Companies Act	Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt
	Bank Act	Loi sur les banques
	Insurance Companies Act	Loi sur les sociétés d'assurances
	Cooperative Credit Associations Act	Loi sur les associations coopératives de crédit
	Transitional Provisions	Dispositions transitoires
DIVISION 20		SECTION 20
	Sick Leave and Disability Programs	Congés de maladie et programmes d'invalidité
	Interpretation	Définitions et interprétation
253	Definitions	Définitions

Sick Leave		Congés de maladie
254	Sick leave	254 Congés de maladie
255	Contractual language	255 Libellé
256	Incorporation into collective agreement and arbitral award	256 Incorporation aux conventions collectives et décisions arbitrales
257	Replacement of terms and conditions	257 Remplacement de conditions d'emploi
258	Provisions are of no effect — arbitral awards during application period	258 Dispositions inopérantes : décisions arbitrales au cours de la période d'application
259	Provisions are of no effect — arbitral awards after application period	259 Dispositions inopérantes : décisions arbitrales après la période d'application
Short-term Disability Program		Programme d'invalidité de courte durée
260	Establishment	260 Établissement
261	Mandatory contents	261 Contenu obligatoire
262	Application of program	262 Application du programme
263	No retroactive application	263 Aucun effet rétroactif
264	Non-application	264 Non-application
265	Committee	265 Comité
266	Order — effective date	266 Décret : date de mise en oeuvre
Long-term Disability Programs		Programmes d'invalidité de longue durée
267	Modifications	267 Modifications
268	Application of modifications	268 Application des modifications
269	No retroactive application	269 Aucun effet rétroactif
General		Dispositions générales
270	Right to bargain collectively	270 Droit de négocier collectivement
271	Right to strike	271 Droit de grève
272	Amendments permitted	272 Modifications autorisées
273	Exemption from Statutory Instruments Act	273 Non-application de la Loi sur les textes réglementaires

SCHEDULE 1

SCHEDULE 2

ANNEXE 1

ANNEXE 2



S.C. 2015, c. 36

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on April 21, 2015 and other measures

[Assented to 23rd June 2015]

L.C. 2015, ch. 36

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures

[Sanctionnée le 23 juin 2015]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *Economic Action Plan 2015 Act, No. 1*.

PART 1

Amendments to The Income Tax Act and to Related Legislation

Income Tax Act

2 [Amendment]

3 [Amendment]

4 [Amendment]

5 [Amendment]

6 [Amendment]

7 [Amendments]

8 [Amendment]

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2015.*

PARTIE 1

Modification de la loi de l'impôt sur le revenu et de textes connexes

Loi de l'impôt sur le revenu

2 [Modification]

3 [Modification]

4 [Modification]

5 [Modification]

6 [Modification]

7 [Modifications]

8 [Modification]

9 [Amendment]

9 [Modification]

10 [Amendment]

10 [Modification]

11 [Amendment]

11 [Modification]

12 [Amendments]

12 [Modifications]

13 [Amendment]

13 [Modification]

14 [Amendment]

14 [Modification]

15 [Amendment]

15 [Modification]

16 [Amendment]

16 [Modification]

17 [Amendment]

17 [Modification]

18 [Amendments]

18 [Modifications]

19 [Amendment]

19 [Modification]

Income Tax Regulations

Règlement de l'impôt sur le revenu

20 [Amendments]

20 [Modifications]

21 [Amendment]

21 [Modification]

22 [Amendment]

22 [Modification]

23 [Amendments]

23 [Modifications]

24 [Amendment]

24 [Modification]

25 [Amendment]

25 [Modification]

26 [Amendment]

26 [Modification]

Canada Pension Plan Regulations

Règlement sur le Régime de pensions du Canada

27 [Amendments]

27 [Modifications]

Insurable Earnings and Collection of Premiums Regulations

Règlement sur la rémunération assurable et la perception des cotisations

28 [Amendments]

28 [Modifications]

PART 2

Support for Families

DIVISION 1

Income Tax Act

29 [Amendment]

30 [Amendment]

31 [Amendments]

32 [Amendment]

33 [Amendment]

34 [Amendment]

DIVISION 2

Universal Child Care Benefit Act

Amendments to the Act

35 [Amendment]

36 [Amendment]

37 [Amendments]

Related Amendments to the Children's Special Allowances Act

38 [Amendment]

39 [Amendment]

Coming into Force

July 1, 2015

40 This Division comes into force, or is deemed to have come into force, on July 1, 2015.

PARTIE 2

Soutien aux familles

SECTION 1

Loi de l'impôt sur le revenu

29 [Modification]

30 [Modification]

31 [Modifications]

32 [Modification]

33 [Modification]

34 [Modification]

SECTION 2

Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants

Modification de la loi

35 [Modification]

36 [Modification]

37 [Modifications]

Modifications connexes à la Loi sur les allocations spéciales pour enfants

38 [Modification]

39 [Modification]

Entrée en vigueur

1^{er} juillet 2015

40 La présente section entre en vigueur ou est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2015.

PART 3

Various Measures

DIVISION 1

Federal Balanced Budget Act

Enactment of Act

Enactment

41 The *Federal Balanced Budget Act*, whose text is as follows and whose schedule is set out in Schedule 1 to this Act, is enacted:

[See *Federal Balanced Budget Act*]

DIVISION 2

Prevention of Terrorist Travel Act

Enactment of Act

Enactment

42 The *Prevention of Terrorist Travel Act* is enacted as follows:

[See *Prevention of Terrorist Travel Act*]

Related Amendment to the Canada Evidence Act

43 [Amendment]

DIVISION 3

Intellectual Property

Industrial Design Act

44 [Amendment]

45 [Amendment]

46 [Amendment]

47 [Amendments]

PARTIE 3

Diverses Mesures

SECTION 1

Loi fédérale sur l'équilibre budgétaire

Édiction de la loi

Édiction

41 Est édictée la *Loi fédérale sur l'équilibre budgétaire*, dont le texte suit et dont l'annexe figure à l'annexe 1 de la présente loi :

[Voir la *Loi fédérale sur l'équilibre budgétaire*]

SECTION 2

Loi sur la prévention des voyages de terroristes

Édiction de la loi

Édiction

42 Est édictée la *Loi sur la prévention des voyages de terroristes*, dont le texte suit :

[Voir la *Loi sur la prévention des voyages de terroristes*]

Modification connexe à la Loi sur la preuve au Canada

43 [Modification]

SECTION 3

Propriété intellectuelle

Loi sur les dessins industriels

44 [Modification]

45 [Modification]

46 [Modification]

47 [Modifications]

48 [Amendment]

48 [Modification]

49 [Amendment]

49 [Modification]

Patent Act

50 [Amendment]

50 [Modification]

51 [Amendment]

51 [Modification]

52 [Amendment]

52 [Modification]

53 [Amendments]

53 [Modifications]

54 [Amendment]

54 [Modification]

55 [Amendment]

55 [Modification]

56 [Amendment]

56 [Modification]

57 [Amendment]

57 [Modification]

58 [Amendments]

58 [Modifications]

59 [Amendment]

59 [Modification]

60 [Amendment]

60 [Modification]

61 [Amendments]

61 [Modifications]

62 [Amendments]

62 [Modifications]

63 [Amendment]

63 [Modification]

64 [Amendment]

64 [Modification]

65 [Amendments]

65 [Modifications]

Trade-marks Act

66 [Amendment]

66 [Modification]

67 [Amendment]

67 [Modification]

68 [Amendment]

68 [Modification]

69 [Amendments]

69 [Modifications]

Coordinating Amendments

70 [Amendments]

Dispositions de coordination

70 [Modifications]

71 [Amendments]

71 [Modifications]

Coming into Force

Order in council – *Industrial Design Act*

72 *(1) Sections 44, 45 and 47 to 49 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be before the day on which sections 102 to 113 of the *Economic Action Plan 2014 Act, No. 2* come into force.

* [Note: Sections 44, 45 and 47 to 49 not in force.]

Order in council – *Patent Act*

'(2) Sections 50 to 53, 55 to 62, 64 and 65 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be before the day on which sections 114 to 141 of the *Economic Action Plan 2014 Act, No. 2* come into force.

* [Note: Sections 50 to 53, 55 to 62, 64 and 65 not in force.]

Order in council – *Trade-marks Act*

'(3) Section 67 and subsection 69(2) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be before the day on which section 357 of the *Economic Action Plan 2014 Act, No. 1* comes into force.

* [Note: Section 67 and subsection 69(2) not in force.]

Order in council – sections 46, 63 and 68

'(4) Sections 46, 63 and 68 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 46, 63 and 68 not in force.]

Twelve months after royal assent

'(5) Sections 54 and 66 come into force 12 months after the day on which this Act receives royal assent.

* [Note: Sections 54 and 66 in force June 24, 2016.]

Subsection 69(1)

'(6) Subsection 69(1) comes into force on the first day on which both section 359 of the *Economic Action Plan 2014 Act, No. 1* and section 68 are in force.

* [Note: Subsection 69(1) not in force.]

Entrée en vigueur

Décret – *Loi sur les dessins industriels*

72 *(1) Les articles 44, 45 et 47 à 49 entrent en vigueur à la date fixée par décret, mais cette date ne peut être antérieure à la date d'entrée en vigueur des articles 102 à 113 de la *Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2014*.

* [Note : Articles 44, 45 et 47 à 49 non en vigueur.]

Décret – *Loi sur les brevets*

'(2) Les articles 50 à 53, 55 à 62, 64 et 65 entrent en vigueur à la date fixée par décret, mais cette date ne peut être antérieure à la date d'entrée en vigueur des articles 114 à 141 de la *Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2014*.

* [Note : Articles 50 à 53, 55 à 62, 64 et 65 non en vigueur.]

Décret – *Loi sur les marques de commerce*

'(3) L'article 67 et le paragraphe 69(2) entrent en vigueur à la date fixée par décret, mais cette date ne peut être antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 357 de la *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2014*.

* [Note : Article 67 et paragraphe 69(2) non en vigueur.]

Décret – articles 46, 63 et 68

'(4) Les articles 46, 63 et 68 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Articles 46, 63 et 68 non en vigueur.]

Douze mois après la date de sanction de la présente loi

'(5) Les articles 54 et 66 entrent en vigueur douze mois après la date de sanction de la présente loi.

* [Note : Articles 54 et 66 en vigueur le 24 juin 2016.]

Paragraphe 69(1)

'(6) Le paragraphe 69(1) entre en vigueur dès le premier jour où l'article 359 de la *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2014* et l'article 68 sont tous deux en vigueur.

* [Note : Paragraphe 69(1) non en vigueur.]

DIVISION 4

Compassionate Care Leave and Benefits

Canada Labour Code

73 [Amendments]

Employment Insurance Act

74 [Amendments]

75 [Amendments]

76 [Amendment]

77 [Amendments]

78 [Amendments]

Transitional Provisions

79 [Transitional Provisions]

Coming into Force

January 3, 2016

80 This Division comes into force on January 3, 2016.

DIVISION 5

Copyright Act

81 [Amendments]

82 [Related Provision]

DIVISION 6

Export Development Act

Amendments to the Act

83 [Amendment]

84 [Amendments]

85 [Amendment]

SECTION 4

Congé et prestations de soignant

Code canadien du travail

73 [Modifications]

Loi sur l'assurance-emploi

74 [Modifications]

75 [Modifications]

76 [Modification]

77 [Modifications]

78 [Modifications]

Dispositions transitoires

79 [Dispositions transitoires]

Entrée en vigueur

3 janvier 2016

80 La présente section entre en vigueur le 3 janvier 2016.

SECTION 5

Loi sur le droit d'auteur

81 [Modifications]

82 [Disposition connexe]

SECTION 6

Loi sur le développement des exportations

Modification de la loi

83 [Modification]

84 [Modifications]

85 [Modification]

Coming into Force

Order in council

'86 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Division 6 not in force.]

DIVISION 7

Canada Labour Code

Amendments to the Act

87 [Amendment]

88 [Amendment]

89 [Amendment]

90 [Amendment]

91 [Amendments]

92 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

'93 The provisions of this Division come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Section 87 in force September 14, 2015, see SI/2015-78.]

DIVISION 8

Members of Parliament Retiring Allowances Act

94 [Amendment]

95 [Amendment]

96 [Amendment]

DIVISION 9

National Energy Board Act

97 [Amendments]

Entrée en vigueur

Décret

'86 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Section 6 non en vigueur.]

SECTION 7

Code canadien du travail

Modification de la loi

87 [Modification]

88 [Modification]

89 [Modification]

90 [Modification]

91 [Modifications]

92 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

'93 Les dispositions de la présente section entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Article 87 en vigueur le 14 septembre 2015, voir TR/2015-78.]

SECTION 8

Loi sur les allocations de retraite des parlementaires

94 [Modification]

95 [Modification]

96 [Modification]

SECTION 9

Loi sur l'Office national de l'énergie

97 [Modifications]

DIVISION 10

Parliament of Canada Act

Amendments to the Act

98 [Amendment]

Transitional Provisions

99 [Transitional Provision]

100 [Transitional Provision]

101 [Transitional Provision]

102 [Transitional Provision]

103 [Transitional Provision]

104 [Transitional Provision]

105 [Transitional Provision]

106 [Transitional Provision]

107 [Transitional Provision]

108 [Transitional Provision]

109 [Transitional Provision]

110 [Transitional Provision]

111 [Transitional Provision]

112 [Transitional Provision]

113 [Transitional Provision]

114 [Transitional Provision]

115 [Transitional Provision]

116 [Transitional Provision]

117 [Transitional Provision]

118 [Transitional Provision]

119 [Transitional Provision]

120 [Transitional Provision]

121 [Transitional Provision]

122 [Transitional Provision]

SECTION 10

Loi sur le Parlement du Canada

Modification de la loi

98 [Modification]

Dispositions transitoires

99 [Disposition transitoire]

100 [Disposition transitoire]

101 [Disposition transitoire]

102 [Disposition transitoire]

103 [Disposition transitoire]

104 [Disposition transitoire]

105 [Disposition transitoire]

106 [Disposition transitoire]

107 [Disposition transitoire]

108 [Disposition transitoire]

109 [Disposition transitoire]

110 [Disposition transitoire]

111 [Disposition transitoire]

112 [Disposition transitoire]

113 [Disposition transitoire]

114 [Disposition transitoire]

115 [Disposition transitoire]

116 [Disposition transitoire]

117 [Disposition transitoire]

118 [Disposition transitoire]

119 [Disposition transitoire]

120 [Disposition transitoire]

121 [Disposition transitoire]

122 [Disposition transitoire]

Consequential Amendments

Canada Post Corporation Act

123 [Amendment]

Federal Courts Act

124 [Amendment]

Financial Administration Act

125 [Amendments]

Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act

126 [Amendment]

127 [Amendment]

128 [Amendment]

129 [Amendments]

130 [Amendments]

131 [Amendments]

132 [Amendments]

133 [Amendments]

134 [Amendment]

135 [Amendment]

Government Employees Compensation Act

136 [Amendment]

Public Service Superannuation Act

137 [Amendment]

Radiocommunication Act

138 [Amendments]

Parliamentary Employment and Staff Relations Act

139 [Amendment]

140 [Amendment]

141 [Amendment]

Modifications corrélatives

Loi sur la Société canadienne des postes

123 [Modification]

Loi sur les Cours fédérales

124 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques

125 [Modifications]

Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions

126 [Modification]

127 [Modification]

128 [Modification]

129 [Modifications]

130 [Modifications]

131 [Modifications]

132 [Modifications]

133 [Modifications]

134 [Modification]

135 [Modification]

Loi sur l'indemnisation des agents de l'État

136 [Modification]

Loi sur la pension de la fonction publique

137 [Modification]

Loi sur la radiocommunication

138 [Modifications]

Loi sur les relations de travail au Parlement

139 [Modification]

140 [Modification]

141 [Modification]

142 [Amendment]

Non-smokers' Health Act

143 [Amendment]

Official Languages Act

144 [Amendment]

145 [Amendment]

146 [Amendments]

147 [Amendment]

148 [Amendment]

149 [Amendment]

Public Sector Compensation Act

150 [Amendment]

Public Service Employment Act

151 [Amendment]

Expenditure Restraint Act

152 [Amendment]

DIVISION 11

Employment Insurance Act

Amendments to the Act

153 [Amendment]

154 [Amendment]

155 [Amendment]

156 [Amendment]

157 [Amendment]

Transitional Provision

158 [Repealed, 2016, c. 7, s. 230]

142 [Modification]

Loi sur la santé des non-fumeurs

143 [Modification]

Loi sur les langues officielles

144 [Modification]

145 [Modification]

146 [Modifications]

147 [Modification]

148 [Modification]

149 [Modification]

Loi sur la rémunération du secteur public

150 [Modification]

Loi sur l'emploi dans la fonction publique

151 [Modification]

Loi sur le contrôle des dépenses

152 [Modification]

SECTION 11

Loi sur l'assurance-emploi

Modification de la loi

153 [Modification]

154 [Modification]

155 [Modification]

156 [Modification]

157 [Modification]

Disposition transitoire

158 [Abrogé, 2016, ch. 7, art. 230]

Consequential Amendments

Modernization of Benefits and Obligations Act

159 [Amendment]

Budget Implementation Act, 2000

160 [Amendment]

DIVISION 12

Canada Small Business Financing Act

161 [Amendment]

162 [Amendments]

163 [Amendment]

DIVISION 13

Personal Information Protection and Electronic Documents Act

164 [Amendment]

165 [Amendment]

166 [Amendment]

DIVISION 14

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

167 [Amendment]

Modifications corrélatives

Loi sur la modernisation de certains régimes d'avantages et d'obligations

159 [Modification]

Loi d'exécution du budget de 2000

160 [Modification]

SECTION 12

Loi sur le financement des petites entreprises du Canada

161 [Modification]

162 [Modifications]

163 [Modification]

SECTION 13

Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques

164 [Modification]

165 [Modification]

166 [Modification]

SECTION 14

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

167 [Modification]

DIVISION 15

Immigration and Refugee Protection Act

Amendments to the Act

168 [Amendment]

169 [Amendments]

170 [Amendment]

171 [Amendments]

172 [Amendment]

173 [Amendment]

174 [Amendment]

175 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

176 *(1) Sections 168 and 170, subsection 171(2) and section 174 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 168 and 170, subsection 171(2) and section 174 not in force.]

Order in council

***(2) Subsections 169(1) and (2) and 171(1) and (3) and sections 172, 173 and 175 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Subsections 169(1) and (2) and 171(1) and (3) and sections 172, 173 and 175 not in force.]

DIVISION 16

First Nations Fiscal Management Act

Amendments to the Act

177 [Amendments]

178 [Amendments]

179 [Amendments]

SECTION 15

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

Modification de la loi

168 [Modification]

169 [Modifications]

170 [Modification]

171 [Modifications]

172 [Modification]

173 [Modification]

174 [Modification]

175 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

176 *(1) Les articles 168 et 170, le paragraphe 171(2) et l'article 174 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Articles 168 et 170, paragraphe 171(2) et article 174 non en vigueur.]

Décret

***(2) Les paragraphes 169(1) et (2) et 171(1) et (3) et les articles 172, 173 et 175 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

* [Note : Paragraphes 169(1) et (2) et 171(1) et (3) et articles 172, 173 et 175 non en vigueur.]

SECTION 16

Loi sur la gestion financière des premières nations

Modification de la loi

177 [Modifications]

178 [Modifications]

179 [Modifications]

180 [Amendments]

180 [Modifications]

181 [Amendments]

181 [Modifications]

182 [Amendment]

182 [Modification]

183 [Amendment]

183 [Modification]

184 [Amendment]

184 [Modification]

185 [Amendment]

185 [Modification]

186 [Amendments]

186 [Modifications]

187 [Amendment]

187 [Modification]

188 [Amendment]

188 [Modification]

189 [Amendments]

189 [Modifications]

190 [Amendments]

190 [Modifications]

191 [Amendments]

191 [Modifications]

192 [Amendments]

192 [Modifications]

193 [Amendment]

193 [Modification]

194 [Amendment]

194 [Modification]

195 [Amendment]

195 [Modification]

196 [Amendment]

196 [Modification]

197 [Amendment]

197 [Modification]

198 [Amendment]

198 [Modification]

199 [Amendment]

199 [Modification]

200 [Amendment]

200 [Modification]

201 [Amendment]

201 [Modification]

202 [Amendment]

202 [Modification]

203 [Amendment]

203 [Modification]

204 [Amendment]

204 [Modification]

Coming into Force

Order in council

205 The provisions of this Division come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 177 to 204 in force April 1, 2016, see SI/2016-14.]

Entrée en vigueur

Décret

205 Les dispositions de la présente section entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Articles 177 à 204 en vigueur le 1^{er} avril 2016, voir TR/2016-14.]

DIVISION 17

Canadian Forces Members and Veterans Re-establishment and Compensation Act

Amendments to the Act

206 [Amendment]

207 [Amendment]

208 [Amendment]

209 [Amendments]

210 [Amendment]

211 [Amendment]

212 [Amendment]

213 [Amendment]

214 [Amendment]

215 [Amendment]

216 [Amendment]

217 [Amendment]

218 [Amendment]

219 [Amendment]

220 [Amendment]

221 [Amendment]

222 [Amendments]

223 [Amendment]

224 [Amendment]

225 [Amendments]

Consequential Amendments to the Veterans Review and Appeal Board Act

226 [Amendment]

227 [Amendments]

SECTION 17

Loi sur les mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes

Modification de la loi

206 [Modification]

207 [Modification]

208 [Modification]

209 [Modifications]

210 [Modification]

211 [Modification]

212 [Modification]

213 [Modification]

214 [Modification]

215 [Modification]

216 [Modification]

217 [Modification]

218 [Modification]

219 [Modification]

220 [Modification]

221 [Modification]

222 [Modifications]

223 [Modification]

224 [Modification]

225 [Modifications]

Modifications corrélatives à la Loi sur le Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

226 [Modification]

227 [Modifications]

Coordinating Amendment

228 [Repealed, 2016, c. 7, s. 115]

Coming into Force

July 1, 2015

229 This Division comes into force, or is deemed to have come into force, on July 1, 2015.

DIVISION 18

Ending the Long-gun Registry Act

230 [Amendment]

231 [Amendment]

DIVISION 19

Privilege for Supervisory Information

Trust and Loan Companies Act

232 [Amendment]

Bank Act

233 [Amendment]

234 [Amendment]

235 [Amendment]

Insurance Companies Act

236 [Amendment]

237 [Amendment]

Cooperative Credit Associations Act

238 [Amendment]

Transitional Provisions

239 [Transitional Provision]

Disposition de coordination

228 [Abrogé, 2016, ch. 7, art. 115]

Entrée en vigueur

1^{er} juillet 2015

229 La présente section entre en vigueur ou est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2015.

SECTION 18

Loi sur l'abolition du registre des armes d'épaule

230 [Modification]

231 [Modification]

SECTION 19

Protection de renseignements relatifs à la supervision

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

232 [Modification]

Loi sur les banques

233 [Modification]

234 [Modification]

235 [Modification]

Loi sur les sociétés d'assurances

236 [Modification]

237 [Modification]

Loi sur les associations coopératives de crédit

238 [Modification]

Dispositions transitoires

239 [Disposition transitoire]

- 240 [Transitional Provision]**
- 241 [Transitional Provision]**
- 242 [Transitional Provision]**
- 243 [Transitional Provision]**
- 244 [Transitional Provision]**
- 245 [Transitional Provision]**
- 246 [Transitional Provision]**
- 247 [Transitional Provision]**
- 248 [Transitional Provision]**
- 249 [Transitional Provision]**
- 250 [Transitional Provision]**
- 251 [Transitional Provision]**
- 252 [Transitional Provision]**

DIVISION 20

Sick Leave and Disability Programs

Interpretation

Definitions

253 (1) The following definitions apply in this Division.

application period means the period of four years that begins on the effective date. (*période d'application*)

effective date means the date specified in an order made under section 266 on which the short-term disability program becomes effective. (*date de mise en œuvre*)

employee means a person employed in the core public administration, other than a person referred to in any of paragraphs (b) to (g) and (j) of the definition **employee** in subsection 2(1) of the *Public Service Labour Relations Act*. (*fonctionnaire*)

short-term disability program means the program established under section 260. (*programme d'invalidité de courte durée*)

- 240 [Disposition transitoire]**
- 241 [Disposition transitoire]**
- 242 [Disposition transitoire]**
- 243 [Disposition transitoire]**
- 244 [Disposition transitoire]**
- 245 [Disposition transitoire]**
- 246 [Disposition transitoire]**
- 247 [Disposition transitoire]**
- 248 [Disposition transitoire]**
- 249 [Disposition transitoire]**
- 250 [Disposition transitoire]**
- 251 [Disposition transitoire]**
- 252 [Disposition transitoire]**

SECTION 20

Congés de maladie et programmes d'invalidité

Définitions et interprétation

Définitions

253 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

date de mise en œuvre La date de mise en œuvre, fixée par décret pris en vertu de l'article 266, du programme d'invalidité de courte durée. (*effective date*)

fonctionnaire Personne employée dans l'administration publique centrale, à l'exception des personnes visées aux alinéas b) à g) et j) de la définition de **fonctionnaire** au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*. (*employée*)

période d'application La période de quatre ans débutant à la date de mise en œuvre. (*application period*)

programme d'invalidité de courte durée Le programme établi en vertu de l'article 260. (*short-term disability program*)

Same meaning

(2) Unless a contrary intention appears, words and expressions used in this Division have the same meaning as in the *Public Service Labour Relations Act*.

Sick Leave

Sick leave

254 (1) Despite the *Public Service Labour Relations Act*, the Treasury Board may, during the period that begins on a day to be fixed by order made under subsection (3) and that ends immediately before the effective date, in the exercise of its responsibilities under section 11.1 of the *Financial Administration Act*, establish terms and conditions of employment related to the sick leave of employees in any particular bargaining unit and modify any such term or condition that is established during that period.

Clarification

(2) The terms and conditions of employment may include ones that are related to

(a) the number of hours of sick leave to which an employee is entitled in a fiscal year;

(b) the maximum number of hours of unused sick leave that an employee may carry over from one fiscal year to the next fiscal year; and

(c) the disposition of unused hours of sick leave that stand to an employee's credit immediately before the effective date.

Order in council

(3) The Governor in Council may, by order made on the recommendation of the President of the Treasury Board, specify a day for the purposes of subsection (1).

Contractual language

255 Every term and condition of employment that is established or modified as permitted by section 254 must be drafted in a manner that permits its incorporation into a collective agreement or arbitral award that is binding on the employees in the bargaining unit.

Incorporation into collective agreement and arbitral award

256 Every term and condition of employment that is established or modified as permitted by section 254 is deemed, on the effective date, to be incorporated, as it is drafted to comply with section 255, into any collective agreement or arbitral award that is binding on the employees in the bargaining unit and that is in force on that

Terminologie

(2) Sauf indication contraire, les termes de la présente section s'entendent au sens de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*.

Congés de maladie

Congés de maladie

254 (1) Malgré la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, le Conseil du Trésor peut, dans l'exercice des attributions que lui confère l'article 11.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et au cours de la période débutant à la date fixée par décret pris en vertu du paragraphe (3) et se terminant immédiatement avant la date de mise en œuvre, établir les conditions d'emploi des fonctionnaires faisant partie d'une unité de négociation donnée en ce qui touche les congés de maladie et les modifier.

Précision

(2) Les conditions d'emploi peuvent notamment viser ce qui suit :

a) le nombre d'heures de congé de maladie auxquelles les fonctionnaires ont droit, par exercice;

b) le nombre maximal d'heures de congé de maladie non utilisées au cours d'un exercice que les fonctionnaires peuvent reporter au prochain exercice;

c) le sort des heures de congé de maladie non utilisées qui sont au crédit des fonctionnaires immédiatement avant la date de mise en œuvre.

Décret

(3) Le gouverneur en conseil peut, par décret pris sur la recommandation du président du Conseil du Trésor, fixer une date pour l'application du paragraphe (1).

Libellé

255 Les conditions d'emploi établies ou modifiées en vertu de l'article 254 sont libellées de façon à pouvoir être incorporées à toute convention collective ou décision arbitrale liant les fonctionnaires faisant partie de l'unité de négociation.

Incorporation aux conventions collectives et décisions arbitrales

256 Les conditions d'emploi établies ou modifiées en vertu de l'article 254 sont réputées, à la date de mise en œuvre, incorporées telles qu'elles sont libellées en application de l'article 255 à toute convention collective ou décision arbitrale liant les fonctionnaires faisant partie de l'unité de négociation qui est en vigueur à cette date et

date. That term or condition applies despite any provision to the contrary in the collective agreement or arbitral award.

Replacement of terms and conditions

257 Every term and condition of employment of the employees in the bargaining unit that is continued in force, on the effective date, by section 107 of the *Public Service Labour Relations Act* and that is inconsistent with a term or condition of employment that is established as permitted by section 254 in respect of those employees is, on the effective date, replaced by that term or condition, as it is drafted to comply with section 255.

Provisions are of no effect — arbitral awards during application period

258 (1) If an arbitral award that is binding on the employees in the bargaining unit is made during the application period and it contains a provision that is inconsistent with the terms and conditions of employment related to sick leave that applied to those employees immediately before the day on which the arbitral award is made, that provision is of no effect in relation to any period during the application period.

Application

(2) Subsection (1) applies only in respect of terms and conditions of employment that are established or modified as permitted by section 254 in respect of the employees in the bargaining unit.

Provisions are of no effect — arbitral awards after application period

259 (1) If an arbitral award that is binding on the employees in the bargaining unit is made after the expiry of the application period and it contains a provision that applies retroactively in relation to any period during the application period, any such provision that is inconsistent with the terms and conditions of employment related to sick leave that applied to those employees immediately before the expiry of the application period is of no effect in relation to that period during the application period.

Application

(2) Subsection (1) applies only in respect of terms and conditions of employment that are established or modified as permitted by section 254 in respect of the employees in the bargaining unit.

elles s'appliquent malgré toute disposition contraire de la convention collective ou de la décision arbitrale.

Remplacement de conditions d'emploi

257 Les conditions d'emploi des fonctionnaires faisant partie de l'unité de négociation qui sont maintenues en vigueur à la date de mise en œuvre par l'effet de l'article 107 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* et qui sont incompatibles avec les conditions d'emploi établies en vertu de l'article 254 à l'égard de ces fonctionnaires sont, à la date de mise en œuvre, remplacées par ces conditions d'emploi, telles que celles-ci sont libellées en application de l'article 255.

Dispositions inopérantes : décisions arbitrales au cours de la période d'application

258 (1) Sont inopérantes à l'égard de toute période comprise dans la période d'application les dispositions de toute décision arbitrale liant les fonctionnaires faisant partie de l'unité de négociation rendue au cours de la période d'application qui sont incompatibles avec les conditions d'emploi relatives aux congés de maladie qui s'appliquent à ces fonctionnaires immédiatement avant la date à laquelle la décision arbitrale est rendue.

Application

(2) Les conditions d'emploi visées au paragraphe (1) sont celles qui sont établies et, le cas échéant, modifiées en vertu de l'article 254 à l'égard des fonctionnaires faisant partie de l'unité de négociation.

Dispositions inopérantes : décisions arbitrales après la période d'application

259 (1) Sont inopérantes à l'égard de toute période comprise dans la période d'application les dispositions de toute décision arbitrale liant les fonctionnaires faisant partie de l'unité de négociation rendue après l'expiration de la période d'application qui s'appliquent rétroactivement à l'égard de cette période comprise dans la période d'application et qui sont incompatibles avec les conditions d'emploi relatives aux congés de maladie qui s'appliquent à ces fonctionnaires à l'expiration de la période d'application.

Application

(2) Les conditions d'emploi visées au paragraphe (1) sont celles qui sont établies et, le cas échéant, modifiées en vertu de l'article 254 à l'égard des fonctionnaires faisant partie de l'unité de négociation.

Short-term Disability Program

Establishment

260 (1) Despite the *Public Service Labour Relations Act*, the Treasury Board may, in the exercise of its powers under section 7.1 of the *Financial Administration Act*, establish a short-term disability program for employees in the bargaining units specified by order made by the Treasury Board, and for any other persons or classes of persons that the Treasury Board may designate, and take any measure necessary for that purpose. It may also, during the period that begins on the day on which the program is established and that ends on the expiry of the application period, and after taking into account the recommendations of the committee established under section 265, modify the program.

Time specification can be made

(2) The Treasury Board may specify a bargaining unit for the purposes of subsection (1) at the time it establishes the short-term disability program or at any time afterwards, and section 7.1 of the *Financial Administration Act* includes that power until the program is abolished or replaced.

Deeming

(3) Every bargaining unit of employees that has not been specified by the Treasury Board for the purposes of subsection (1) before the effective date is deemed to have been specified by order of the Treasury Board made immediately before the effective date.

Mandatory contents

261 (1) The short-term disability program must provide for the following:

- (a)** the rate or rates of benefits and the period during which the rate, or each rate, as the case may be, applies;
- (b)** the maximum period for which benefits may be paid; and
- (c)** provisions respecting the case management services that are to be provided.

Optional contents

(2) The short-term disability program may provide for a period during which benefits under it are not to be paid and any other matter that the Treasury Board considers appropriate.

Programme d'invalidité de courte durée

Établissement

260 (1) Malgré la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, le Conseil du Trésor peut, dans l'exercice des attributions que lui confère l'article 7.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, établir un programme d'invalidité de courte durée pour les fonctionnaires faisant partie des unités de négociation précisées par décret du Conseil du Trésor ainsi que pour les autres personnes qu'il désigne, individuellement ou au titre de leur appartenance à telle catégorie de personnes, et prendre toute mesure nécessaire à cette fin; il peut en outre, au cours de la période débutant à la date de l'établissement du programme et se terminant à l'expiration de la période d'application, modifier ce programme après avoir tenu compte des recommandations faites par le comité constitué au titre de l'article 265.

Moment de l'exercice du pouvoir de préciser

(2) Le Conseil du Trésor peut préciser les unités de négociation pour l'application du paragraphe (1) au moment de l'établissement du programme et à tout moment par la suite, et l'article 7.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* comprend ce pouvoir jusqu'à ce que le programme soit aboli ou remplacé.

Unités réputées précisées

(3) Toute unité de négociation comprenant des fonctionnaires qui n'a pas été précisée par le Conseil du Trésor, pour l'application du paragraphe (1), avant la date de mise en œuvre est réputée précisée par décret du Conseil du Trésor immédiatement avant cette date.

Contenu obligatoire

261 (1) Le programme d'invalidité de courte durée prévoit ce qui suit :

- a)** le taux ou les taux de prestations et la période à laquelle ils s'appliquent;
- b)** la période maximale à l'égard de laquelle des prestations peuvent être versées;
- c)** des dispositions relatives aux services de gestion de cas à fournir.

Contenu facultatif

(2) Le programme d'invalidité de courte durée peut prévoir une période d'inadmissibilité aux prestations prévues par le programme et pourvoir à toute autre question que le Conseil du Trésor estime indiquée.

Application of program

262 (1) The short-term disability program applies to the employees referred to in subsection 260(1), and to the other persons referred to in that subsection, during the application period despite

(a) any provision to the contrary of any collective agreement or arbitral award that is binding on those employees and that is in force on the effective date; and

(b) any terms and conditions of employment of those employees that are continued in force by section 107 of the *Public Service Labour Relations Act* and that are in force on the effective date.

Provisions are of no effect

(2) Every provision of any collective agreement that is entered into — and of any arbitral award that is made — on or after the effective date that is binding on employees referred to in subsection 260(1) and that is inconsistent with the program is of no effect during the application period.

Program continues

(3) The short-term disability program continues to apply to employees referred to in subsection 260(1), and to the other persons referred to in that subsection, after the expiry of the application period and until the program is abolished or replaced.

No retroactive application

263 No modification to the short-term disability program that is made by the Treasury Board in the exercise of its powers under section 7.1 of the *Financial Administration Act* after the expiry of the application period may, in relation to any period during the application period, retroactively affect the program.

Non-application

264 Subsection 7.1(2) of the *Financial Administration Act* does not apply in respect of the short-term disability program.

Committee

265 (1) The Treasury Board must, on the effective date, establish a committee consisting of representatives of the employer and representatives of the bargaining agents for employees.

Application du programme

262 (1) Le programme d'invalidité de courte durée s'applique, au cours de la période d'application, aux fonctionnaires visés au paragraphe 260(1) ainsi qu'aux autres personnes visées à ce paragraphe malgré :

a) toute disposition contraire de toute convention collective ou décision arbitrale liant ces fonctionnaires qui est en vigueur à la date de mise en œuvre;

b) les conditions d'emploi de ces fonctionnaires qui sont maintenues en vigueur par l'effet de l'article 107 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* et qui sont en vigueur à la date de mise en œuvre.

Dispositions inopérantes

(2) Les dispositions de toute convention collective conclue ou décision arbitrale liant les fonctionnaires visés au paragraphe 260(1) rendue à la date de mise en œuvre ou après celle-ci qui sont incompatibles avec le programme sont inopérantes au cours de la période d'application.

Continuation du programme

(3) Le programme d'invalidité de courte durée continue de s'appliquer aux fonctionnaires visés au paragraphe 260(1) ainsi qu'aux autres personnes visées à ce paragraphe après l'expiration de la période d'application, jusqu'à son abolition ou son remplacement.

Aucun effet rétroactif

263 Aucune modification apportée au programme d'invalidité de courte durée par le Conseil du Trésor après l'expiration de la période d'application dans l'exercice des attributions que lui confère l'article 7.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne peut, à l'égard de toute période comprise dans la période d'application, avoir d'effet rétroactif sur le programme.

Non-application

264 Le paragraphe 7.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s'applique pas à l'égard du programme d'invalidité de courte durée.

Comité

265 (1) Le Conseil du Trésor constitue, à la date de mise en œuvre, un comité formé de représentants de l'employeur et des agents négociateurs représentant les fonctionnaires.

Purpose

(2) The purpose of the committee is to make joint recommendations regarding modifications to the short-term disability program, including modifications to

- (a)** membership in the program;
- (b)** the matters referred to in section 261;
- (c)** the conditions for continuing to receive benefits under the program; and
- (d)** the reasons for which benefits under the program may be denied.

Order — effective date

266 The Treasury Board may, by order made on the recommendation of the President of the Treasury Board, specify the date on which the short-term disability program becomes effective.

Long-term Disability Programs

Modifications

267 Despite the *Public Service Labour Relations Act*, the Treasury Board may, during the period that begins on the day on which the short-term disability program is established and that ends on the expiry of the application period, in the exercise of its powers under section 7.1 of the *Financial Administration Act*, modify any long-term disability program in respect of the period during which an employee is not entitled to be paid benefits under the program.

Application of modifications

268 (1) The modifications made as permitted by section 267 apply to employees during the application period despite

- (a)** every provision to the contrary of any collective agreement or arbitral award that is binding on the employees and that is in force on the effective date; and
- (b)** any terms and conditions of employment of the employees that are continued in force by section 107 of the *Public Service Labour Relations Act* and that are in force on the effective date.

Mission

(2) Le comité a pour mission de formuler des recommandations conjointes concernant la modification du programme d'invalidité de courte durée, notamment en ce qui touche :

- a)** l'adhésion au programme;
- b)** les questions visées à l'article 261;
- c)** les conditions du maintien de l'admissibilité aux prestations prévues par le programme;
- d)** les raisons pour lesquelles le versement de prestations peut être refusé.

Décret : date de mise en œuvre

266 Le Conseil du Trésor peut, par décret pris sur la recommandation du président du Conseil du Trésor, fixer la date de mise en œuvre du programme d'invalidité de courte durée.

Programmes d'invalidité de longue durée

Modifications

267 Malgré la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, le Conseil du Trésor peut, dans l'exercice des attributions que lui confère l'article 7.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et au cours de la période débutant à la date de l'établissement du programme d'invalidité de courte durée et se terminant à l'expiration de la période d'application, modifier tout programme d'invalidité de longue durée en ce qui touche la période d'inadmissibilité des fonctionnaires aux prestations prévues par ce programme.

Application des modifications

268 (1) Les modifications faites en vertu de l'article 267 s'appliquent aux fonctionnaires au cours de la période d'application, malgré :

- a)** toute disposition contraire de toute convention collective ou décision arbitrale liant les fonctionnaires qui est en vigueur à la date de mise en œuvre;
- b)** les conditions d'emploi des fonctionnaires qui sont maintenues en vigueur par l'effet de l'article 107 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* et qui sont en vigueur à la date de mise en œuvre.

Provisions are of no effect

(2) Every provision of any collective agreement that is entered into — and of any arbitral award that is made — on or after the effective date that is inconsistent with any modifications that are made as permitted by section 267 is of no effect during the application period.

Provisions continue

(3) Every provision of any long-term disability program that is modified as permitted by section 267 continues to apply to employees after the expiry of the application period until the provision is struck out or replaced.

No retroactive application

269 No modification to a long-term disability program that is made by the Treasury Board in the exercise of its powers under section 7.1 of the *Financial Administration Act* after the expiry of the application period may, in relation to any period during the application period, retroactively affect the provisions of that program that are modified as permitted by section 267.

General

Right to bargain collectively

270 Subject to the other provisions of this Division, the right to bargain collectively under the *Public Service Labour Relations Act* is continued.

Right to strike

271 Nothing in this Division affects the right to strike under the *Public Service Labour Relations Act*.

Amendments permitted

272 Nothing in this Division precludes the bargaining agents for employees who are bound by a collective agreement or arbitral award and the employer of those employees from amending, by agreement in writing, or from making a joint application to amend, any provision of the collective agreement or arbitral award, as the case may be, so long as the amendment is not contrary to this Division.

Exemption from *Statutory Instruments Act*

273 The *Statutory Instruments Act* does not apply to orders made under sections 254, 260 and 266. However,

Dispositions inopérantes

(2) Les dispositions de toute convention collective conclue ou décision arbitrale rendue à la date de mise en œuvre ou après celle-ci qui sont incompatibles avec toute modification faite en vertu de l'article 267 sont inopérantes au cours de la période d'application.

Continuation des dispositions modifiées

(3) Les dispositions du programme d'invalidité de longue durée qui sont modifiées en vertu de l'article 267 continuent de s'appliquer aux fonctionnaires après l'expiration de la période d'application jusqu'à leur suppression ou leur remplacement.

Aucun effet rétroactif

269 Aucune modification apportée à un programme d'invalidité de longue durée par le Conseil du Trésor après l'expiration de la période d'application dans l'exercice des attributions que lui confère l'article 7.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne peut, à l'égard de toute période comprise dans la période d'application, avoir d'effet rétroactif sur les dispositions de ce programme qui sont modifiées en vertu de l'article 267.

Dispositions générales

Droit de négocier collectivement

270 Sous réserve des autres dispositions de la présente section, le droit de négocier collectivement sous le régime de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* est maintenu.

Droit de grève

271 La présente section ne porte pas atteinte au droit de grève qui s'exerce sous le régime de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*.

Modifications autorisées

272 La présente section n'a pas pour effet d'empêcher les agents négociateurs représentant les fonctionnaires liés par une convention collective ou une décision arbitrale et l'employeur de ces derniers de modifier, par accord écrit — ou de présenter une demande conjointe en vue de modifier, selon cas — les dispositions de la convention ou de la décision, selon le cas, dans la mesure où la modification n'est pas incompatible avec la présente section.

Non-application de la *Loi sur les textes réglementaires*

273 La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas aux décrets pris au titre des articles 254, 260 et 266.

each of those orders must be published in the *Canada Gazette*.

Toutefois, chacun de ces décrets doit être publié dans la *Gazette du Canada*.

SCHEDULE 1

(Section 41)

[See *Federal Balanced Budget Act*]

ANNEXE 1

(article 41)

[Voir la *Loi fédérale sur l'équilibre budgétaire*]

SCHEDULE 2

(Section 166)

[Amendment]

ANNEXE 2

(article 166)

[Modification]